

riat » parmi ses serviteurs et les paysans pauvres de la région. Ces propriétaires fonciers ont pratiquement un pouvoir absolu sur l'existence de toute la population de leur **sai**. Les corvées, les droits seigneuriaux, le concubinage, existent sur une grande échelle (13).

L'usure est la conséquence directe du taux exorbitant de la rente, qui empêche la constitution du moindre fonds de réserve des paysans. Elle s'est considérablement élargie avec la **commercialisation** de l'agriculture, qui soumet la valeur des récoltes aux fluctuations du marché mondial. Si pour des causes naturelles ou par suite du mouvement des prix la récolte place le fermier dans l'incapacité de payer ses impôts à l'Etat et la rente au propriétaire, il est obligé d'emprunter de l'argent à l'usurier, en général le propriétaire lui-même ou un membre de sa famille. Il sera souvent obligé d'emprunter les semences pour la saison suivante, ou même une quantité de nourriture pour donner à sa famille sa maigre pitance de millet ou de riz. Les taux d'intérêt étaient extrêmement élevés et n'ont cessé de monter dans les dernières années. A la veille de la guerre, ils atteignaient 40 à 60 % par an. Pendant la guerre, ils dépassèrent 100 % par **trimestre**. Qui pourrait s'étonner, dans ces conditions, que « la plus belle maison de chaque village ou petite ville est la boutique du prêteur à gages » ? Ou que les paysans pauvres de la province du Shansi ont un proverbe amer : « Dans les bonnes années, le propriétaire a des récoltes qui poussent pour lui sur les champs. Dans les mauvaises années, il a l'argent qui pousse pour lui à la maison ? » (64).

Au cours de la guerre, les quatre familles cherchèrent à attirer vers elles les profits considérables réalisés par l'usure. Leurs banques agricoles et surtout les coopératives paysannes « étatiques » qui, avant la guerre, n'avaient avancé que 15 % des sommes prêtées aux paysans, en fournirent 80 %. Ces coopératives prêtaient l'argent aux chefs de village et petits propriétaires fonciers, qui à leur tour le prêtaient au paysan. Comme dans la célèbre caricature du temps de la guerre des paysans, le fermier portait à lui tout seul la charge de toutes ces belles institutions qui l'écrasaient et le poussaient à la révolte.

Le caractère exorbitant des impôts avait déjà été souligné à maintes reprises. A travers l'histoire de la Chine, innombrables sont les exemples de systèmes d'impôts insupportables qui ont poussé les paysans à la révolte (65).

(63) Agnes Smedley, article précité. Belden op. cit. pp. 155, 158.

(64) Belden, op. cit. pp. 152-153 — Isaacs « The Tragedy... » p. 29.

(65) Owen Lattimore : « The Making of Modern China » pp. 68, 72, Editions The Infantry Journal, Washington 1944. — Harold Isaacs : « The Tragedy of the Chinese Revolution », p. 3.

Mais jamais ce système n'avait été poussé au paroxysme de ces dernières années de domination du Kuo-Min-Tang. Outre l'impôt sur la terre, il y avait des dizaines d'impôts supplémentaires différents qui, dès 1941, commencèrent à être perçus en nature. En 1942, des monopoles d'Etat furent établis par la vente de sel, sucre, tabac et allumettes (66). En même temps on établit et étendit le système des réquisitions militaires de main-d'œuvre et de produits agricoles qui saignèrent à blanc des régions entières. Dans l'article déjà cité, l'écrivain Pei Wen-Chung raconte que, dans la province de Hopei, personne ne voulait accepter en 1946 un **mou** de terre comme cadeau, la taxe spéciale excédant en effet tout le revenu annuel qu'on pouvait tirer de ce lopin de terre. Belden cite des cas où l'impôt spécial sur la terre dépasse de 100 % la production annuelle dans la plaine de Chengtu. Et, dans la province de Honan, le même auteur découvrit un cas où les réquisitions militaires de l'armée du Kuo-Min-Tang furent **mille fois supérieures** à l'impôt sur la terre. Cela avait une signification bien précise : les paysans ne perdirent pas seulement la terre, leur nourriture et leurs vêtements, ils devaient encore vendre leurs femmes et leurs enfants comme concubines ou serviteurs aux collecteurs d'impôts ou aux officiers préposés à la réquisition (67).

Si le mode d'exploitation prédominant dans l'agriculture est celui de la petite exploitation, l'expropriation continuelle des petits paysans par suite des taux très élevés de la rente, de l'usure et des impôts aboutit à une concentration de la propriété entre les mains des seigneurs villageois, les usuriers et commerçants-usuriers-compradores. Il n'est pas rare de trouver des propriétaires possédant 20.000 mou (1.300 ha.) ou plus. 10 % de la population agricole de la Chine — seigneurs et paysans riches — possèdent 55 à 65 % des terres. Dans la province de Shansi, 0,3 % des familles possède 25 % des terres. Dans celle de Chekiang, 3,3 % des familles possèdent la moitié des terres alors que 77 % de paysans pauvres ne possèdent que 20 % des terres. Et dans le Kwantung, où 2 % des familles possèdent 53 % des terres, 74 % d'entre elles n'en possèdent que 19 % (68). C'est ce qui explique pourquoi la soif insatiable de terre du paysan se transforma bientôt en une haine de classe à objectif précis : la haine contre le propriétaire foncier et tous ceux qui s'allient à lui. Cette haine allait précipiter la chute de Tchang-Kaï-Chek.

(67) Belden. Op. cit. pp. 157-58.

(66) « China Handbook », pp. 200, 204.

(68) Belden. Op. cit. p. 149-50.